

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

45/3-4 | 2004
Varia

Donald Filtzer, Soviet workers and late Stalinism

Jean-Paul Depretto



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/4205>
ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004
Pagination : 706-709
ISBN : 2-7132-2009-2
ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Jean-Paul Depretto, « Donald Filtzer, Soviet workers and late Stalinism », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 45/3-4 | 2004, mis en ligne le 03 juin 2009, Consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/4205>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© École des hautes études en sciences sociales, Paris.

Donald Filtzer, Soviet workers and late Stalinism

Jean-Paul Depretto

RÉFÉRENCE

Donald Filtzer, **Soviet workers and late Stalinism. Labour and the restoration of the Stalinist system after World War II**. Cambridge–New York, Cambridge University Press, 2002, 276 p.

- 1 Avec une belle indifférence aux modes historiographiques, Donald Filtzer poursuit son travail sur l'histoire du monde ouvrier soviétique¹. Son dernier livre est consacré aux années 1945-1953, qui voient l'élite politique réintroduire, à un coût élevé, le « mode de production » stalinien.
- 2 Au lendemain de la guerre, presque toute l'industrie souffre d'une pénurie de main-d'œuvre. Les efforts pour résoudre ce problème par la persuasion ne suffisent pas et le gouvernement a largement recours à la coercition pour recruter. À côté des ouvriers libres, on compte des millions d'esclaves et de « semi-libres » : détenus des camps de travail, prisonniers de guerre allemands et japonais, exilés, citoyens rapatriés d'Europe centrale et orientale, etc. ; personnel recruté dans le cadre de l'*orgnabor* et adolescents mobilisés dans les écoles de formation professionnelle. Ce sont les secteurs clés de la reconstruction économique (charbonnages, métallurgie et construction) qui recourent le plus à ces deux catégories ; c'est aussi dans ces branches que les conditions de travail et de vie sont les pires.
- 3 En 1946-1947, ces salariés sont confrontés à une grave « crise alimentaire » qui engendre une famine causant la mort de 1 à 1,5 million de personnes. Les autorités cherchent à réduire la consommation populaire en diminuant les rations et en augmentant fortement les prix, ce qui suscite des réactions diverses parmi les ouvriers et provoque une hausse du turnover. Le régime poursuit cette politique avec fermeté et sans pitié, même quand elle semble mettre en difficulté des entreprises vitales pour l'économie. D. Filtzer établit

un parallèle, peut-être un peu forcé, avec la famine de 1932-1933 (p. 75) et estime que celle de 1946-1947 rend aux dirigeants staliniens un appréciable service politique en démoralisant profondément la population.

- 4 C'est l'année 1947 qui marque le sommet de la crise économique. Un tournant survient en 1948. En théorie, le rationnement a été aboli en décembre 1947, mais il est maintenu *de facto* pour le pain au moins jusque fin 1948, et même jusqu'en 1953 dans certaines industries rurales. La pénurie alimentaire cause des arrêts de travail massifs dans les chemins de fer. Le niveau de vie augmente néanmoins rapidement à partir de la fin de l'année 1948, tout en restant à un niveau très modeste, qui assure seulement la couverture des besoins de base : la vie reste une lutte pour la survie. Malgré une relative amélioration, la construction de logements continue à être en retard sur le plan jusqu'à la mort de Staline. L'état de santé des ouvriers ne connaît qu'une modeste amélioration entre 1947 et 1951-1952, sans commune mesure avec les efforts consentis par les autorités pour étendre l'offre de soins à toute la population, et la plupart des maladies sont étroitement liées aux problèmes sociaux. Au total, les progrès sont néanmoins suffisants pour permettre une stabilisation de la société et de ses rapports avec le régime, qui donne des signes de détente : les peines sanctionnant le turnover sont adoucies et l'absentéisme décriminalisé. Cela ne signifie pas que les ouvriers sont parfaitement intégrés au système stalinien de l'après-guerre, comme le montre l'exemple de la nouvelle génération.

- 5 La plupart des jeunes ouvriers sont « liés ». Une importante minorité connaît la pauvreté, même quand les salaires commencent à augmenter. Presque tous vivent dans des dortoirs. Le recrutement dans les écoles d'apprentissage d'usine (*FZO*) s'effectue en théorie sur la base du volontariat ; en fait, il repose largement sur la conscription, le plus souvent à la campagne. Nombre de jeunes font tout pour échapper à la mobilisation et y réussissent par dizaines de milliers ; d'autres s'enfuient des écoles d'apprentissage, bien que cela soit passible depuis 1940 d'un an de camp. Le désenchantement et le ressentiment des jeunes ouvriers font obstacle aux efforts officiels visant à leur inculquer un fort sentiment d'identification avec le régime. Le *Komsomol* a beaucoup de mal à recruter et à garder des adhérents dans les usines, tout comme à obtenir d'eux une participation active à ses initiatives. Les rapports officiels affirment ouvertement que les jeunes ouvriers ne se reconnaissent pas dans cette organisation. Ils semblent apathiques et désespérés. Bref, en 1953, la société soviétique connaît une véritable « crise du moral » (p. 157).

- 6 Il est très difficile pour les ouvriers de recourir à la grève ; aussi cherchent-ils le plus souvent des solutions individuelles pour exprimer leur mécontentement – turnover, absentéisme, retards, facilités par la permanente pénurie de main-d'œuvre. Dans les années 1930, les autorités n'étaient jamais vraiment parvenues à combattre le turnover, mais la guerre a marqué un tournant dans leur politique : le décret du 26 décembre 1941 sur l'industrie de guerre prévoyait de 5 à 8 ans de camp pour avoir quitté son emploi sans autorisation. Il est abrogé en mai 1948 et l'on en revient au texte du 26 juin 1940 ; la condamnation encourue est désormais de 2 à 4 mois de prison. La tentative pour contrôler la mobilité de la main-d'œuvre en utilisant la législation criminelle échouera très largement. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont envoyées en camp de travail, mais beaucoup plus nombreux encore sont ceux qui échappent aux poursuites : en 1946, 55 % des « déserteurs » des entreprises militaires ne peuvent être localisés. L'application de ces mesures met en évidence « de profondes fissures dans la cohérence politique du système stalinien » (p. 197). Le parquet (*prokuratura*) montre peu de

sympathie pour les lois contre la « désertion » de la main-d'œuvre. Cherchant des circonstances atténuantes, il manifeste une indifférence croissante à l'égard des plaintes des entreprises et des écoles d'apprentissage contre les fonctionnaires ruraux qui contrecarrent leurs efforts pour mettre la main sur les « fuyards ». Ces fonctionnaires cachent les « coupables », notamment parce que les campagnes manquent de bras. De fait, procureurs locaux, milice, présidents de kolkhoze ou de soviet et petits cadres du parti communiste forment un réseau qui s'arrange pour protéger ceux qui ont abandonné l'usine ou l'école d'apprentissage et sont rentrés dans leur village.

- 7 Le dernier chapitre est consacré à « l'entreprise industrielle : conditions de travail, organisation du travail et fixation des salaires ». Cette entreprise présente des caractéristiques propres au système soviétique – temps de travail mal utilisé, pénuries et pannes provoquant des arrêts de la production. Ces ruptures obligent les directeurs d'usines à rechercher la coopération des ouvriers pour résoudre ces problèmes qui mettent en danger l'exécution du plan. Il en résulte des « arrangements informels » entre personnel et direction ; en échange de leur collaboration, les prolétaires obtiennent un minimum garanti de gains coutumiers et une marge d'autonomie, qui sape de fait la productivité, car ils trouvent de nombreuses occasions de réduire l'intensité du travail. Toutefois, après la guerre, la situation diffère de ce qu'elle était dans les années 1930, la « négociation informelle » étant affaiblie par plusieurs facteurs. Tout d'abord, les lois contre le turnover parviennent à réduire de façon significative la mobilité de la main-d'œuvre, bien plus faible que dans la décennie précédente. Elle touche surtout la construction et les mines de charbon. Il est plus difficile qu'avant 1940 d'obtenir des concessions en utilisant la menace de partir. Ensuite, le moral des ouvriers souffre de l'état des usines, résultant en partie de la guerre (saleté, absence de chauffage et de sécurité). Enfin, le resserrement de la discipline du travail, lié au conflit avec l'Allemagne nazie, se maintient après 1945 : les directeurs sont moins enclins à accorder des avantages sur les salaires et les cadences.
- 8 Il faut ajouter que le personnel compte une proportion élevée de travailleurs en position de faiblesse : « semi-libres », jeunes, femmes, etc. ; en outre, les sacrifices assumés pour la reconstruction du pays peuvent conduire les ouvriers à se montrer moins exigeants. Toutefois, la culture de la « négociation informelle » ne disparaît pas : réduite pour un temps, elle reprend très vite de la vigueur lorsque Hruščev s'attaque aux aspects les plus répressifs de la politique stalinienne.
- 9 Ce bref compte rendu ne donne qu'une faible idée de la richesse de cet ouvrage, fondé sur le dépouillement d'une masse impressionnante d'archives et de nombreux journaux d'entreprise. D. Filtzer a fait œuvre de pionnier en explorant des réalités sociales sur lesquelles nous ne savions à peu près rien : consommation, logement et santé, niveau de vie des jeunes ouvriers, grèves « sauvages » de 1948 dans les chemins de fer, conditions de travail, normes et salaires, etc. Il montre à quel point le monde du travail soviétique était éclaté en groupes de statuts divers. Il est d'ailleurs significatif que l'auteur n'emploie pas le terme de « classe ouvrière », cette dernière ayant été détruite comme entité sociale et politique au début des années 1930. Mais l'intérêt de ce livre ne se limite pas à ces aspects. Il apporte aussi beaucoup à la réflexion sur le stalinisme, en mettant en lumière ces deux points fondamentaux : la société n'était pas passive et le régime était caractérisé par un haut niveau de conflit inter- et intra-institutionnel. D. Filtzer met ainsi en évidence des réalités jusqu'alors ignorées par les historiens : le syndicat des cheminots, par exemple, exprimait une franche hostilité envers son ministère de tutelle ; une même institution, le

soviet rural, pouvait à la fois user de violence pour recruter des jeunes et en aider d'autres à échapper à la conscription du travail.

- 10 La lecture de cette monographie est indispensable à tous les spécialistes de l'URSS. Toujours nuancée, la pensée de l'auteur est exposée avec clarté et fermeté et c'est un véritable plaisir de le suivre dans ses démonstrations. On n'a qu'un regret : que Donald Filtzer ne se soit pas intéressé davantage aux opinions et mentalités ouvrières. Il a bien eu recours à l'histoire orale et s'appuie sur des entretiens avec d'anciens citoyens soviétiques, menés à Baltimore et à Samara, mais cette source semble sous-utilisée. Les commentaires sur les travaux d'Elena Zubkova (p. 257-258) manifestent une certaine méfiance à l'égard des études d'opinion. Il est vrai que ces dernières sont difficiles à mener dans le contexte stalinien, mais des sources comme les lettres d'ouvriers aux autorités auraient sans doute permis de dépasser une approche un peu trop « objectiviste » du monde du travail.
- 11 Ces réserves n'enlèvent rien aux mérites d'un livre qui confirme pleinement les qualités d'un chercheur largement reconnu dans le monde de la « soviétologie ».
-

NOTES

1. Voir ses livres précédents : *Soviet workers and Stalinist industrialization*, Londres, 1986 ; *Soviet workers and De-Stalinization*, Cambridge, 1992 ; *Soviet workers and the collapse of Perestroika*, Cambridge, 1994.